

POUR INFORMATION**LA CROIX**

5,5 millions de réfugiés syriens et toujours aucune solution

Par **Anne-Bénédicte Hoffner**, le 12/11/2020 à 04h08

Les autorités de Damas ont organisé, les 11 et 12 novembre, une conférence internationale sur « le retour des réfugiés syriens », avec l'aide de la Russie. Un moyen de faire pression sur les pays de l'Union européenne pour obtenir leur aide financière.



► Pourquoi une conférence sur le retour des réfugiés syriens ?

Les photos d'immeubles éventrés par les bombes, de cadavres étiquetés et de détenus dormants enchevêtrés dans une cellule de prison envahissent à nouveau les réseaux sociaux, surmontées du mot-dièse : *#no_return_with_assad* (« Pas de retour avec Bachar Al Assad »). Mercredi 11 et jeudi 12 novembre se tient à Damas une conférence internationale, parrainée par la Russie, sur le retour des réfugiés syriens.

« Des millions de Syriens veulent rentrer chez eux », a assuré le président syrien dans un discours d'ouverture filmé et projeté aux participants. À la délégation iranienne, il a qualifié cette conférence d'« *étape importante* » pour « *clôre le dossier* ». Depuis le début du conflit en Syrie en 2011, plus de la moitié de la population - 11 millions de Syriens - a fui les combats.

La Russie joue la carte du retour des réfugiés syriens

Après une série de victoires militaires obtenues ces dernières années grâce au soutien de l'Iran et de la Russie, les autorités syriennes ont repris le contrôle de plus de 70 % du pays. Ceux qui se sont déplacés à l'intérieur du pays sont en partie rentrés chez eux, mais l'immense majorité des 5,5 millions de réfugiés à l'étranger ne montrent aucune volonté de retour.

► Comment se positionnent les différents acteurs ?

Principal allié du gouvernement de Damas, la Russie cherche depuis des années à obtenir le soutien de l'Union européenne pour reconstruire la Syrie et obtenir la levée des sanctions internationales. « À plusieurs reprises, Vladimir Poutine est allé voir Emmanuel Macron et Angela Merkel avec cet argument : le meilleur moyen de vous éviter une nouvelle vague migratoire est de payer la reconstruction en Syrie. Cela vous coûtera moins cher que d'accueillir les réfugiés syriens ou de payer le président turc Erdogan pour les retenir », explique le géographe Fabrice Balanche. « Les Européens lui ayant opposé jusqu'ici une fin de non-recevoir, cette conférence est un moyen pour lui de publiciser l'affaire : il peut rallier à sa cause certains partis populistes européens. Et il prévient aussi l'UE qu'il ne faudra pas qu'elle se plaigne si jamais Recep Tayyip Erdogan décidait d'ouvrir les vannes ».

Réfugiés syriens : Hazem, Ahmad et Fatima, trois ans plus tard

La Turquie, qui accueille 3,6 millions de réfugiés mais qui soutient l'opposition syrienne, n'a pas été conviée et l'Union européenne a choisi de boycotter la réunion. Parmi les principaux pays d'accueil, seuls l'Irak (300 000) et surtout le Liban (1,5 million de réfugiés) sont donc représentés. Une première d'ailleurs pour Beyrouth, qui tente depuis le début du conflit, de garder une distance prudente avec son encombrant voisin.

Sont donc surtout présents des pays comme la Chine, l'Argentine, la Biélorussie ou le Nigeria, peu ou pas concernés. « Aucun de ces pays ne peut fournir une aide au retour des réfugiés, ni à la reconstruction, ni même une aide humanitaire », regrette Mohamed al-Neser, un membre de l'opposition en exil. L'ONU et le Vatican y participent en tant qu'observateurs.

► Quels sont les freins au retour ?

La destruction de leurs maisons et parfois de tout leur quartier n'est pas la seule raison pour laquelle les réfugiés ont pris la route de l'exil. À la question « *Quel est le principal obstacle à votre retour en Syrie ?* » posée sur son blog, l'opposant en exil Mohamed al-Neser a obtenu une réponse sans équivoque : « 84 % d'entre eux ont choisi "la peur des moukhabarat", les renseignements syriens ». Cette crainte est sans doute la plus répandue parmi les jeunes participants à la révolution syrienne, dont les noms sont connus des services de sécurité.

L'heure n'est pas encore au retour pour les réfugiés syriens

La volonté d'échapper au service militaire est également une motivation courante parmi les jeunes hommes. Pour renflouer ses caisses, alors que ses besoins en hommes diminuent, la présidence syrienne a d'ailleurs publié le 8 novembre une « loi n° 31 » qui permet aux Syriens vivant à l'étranger de s'acquitter d'une taxe de 10 000 dollars (8 500 €) pour une année d'« exemption », et 9 000 dollars (7 600 €) les suivantes.

Vu son coût, la mesure risque toutefois de ne concerner que « les réfugiés partis de longue date, bien insérés dans leurs pays d'accueil et désireux de venir visiter leur famille l'été », estime Fabrice Balanche, qui - « entre le manque de confiance dans les autorités, la crise économique et désormais sanitaire » - ne voit « pas tellement qui pourrait être tenté de revenir ». Au contraire, nombreux sont ceux qui rêvent de partir à leur tour.

Anne-Bénédicte Hoffner